

Samir Frangié « Mettons en avant le modèle libanais, où chrétiens et musulmans gèrent l'Etat ensemble »

L'arrivée de Michel Aoun à la présidence du Liban a conforté le Hezbollah, au pouvoir. Le parti chiite, alerte l'intellectuel Samir Frangié, reproduit la même erreur que le camp chrétien avant la guerre civile : refuser de donner leurs droits aux musulmans

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE STEPHAN

BEYROUTH - *correspondance*

Intellectuel libanais, Samir Frangié est ancien journaliste et ancien député. Il a été l'un des ténors du 14-Mars, ce mouvement né en 2005, dans la foulée de l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, qui a su, grâce à une mobilisation pacifique, chasser du pays les forces d'occupation syriennes (présentes au Liban depuis 1990). Auteur de *Voyage au bout de la violence* (Actes Sud, 2012), Samir Frangié plaide pour un « autre » Liban, débarrassé de son carcan communautaire.

Vous avez été l'une des rares personnalités libanaises à vous enthousiasmer pour les « printemps arabes ». Aujourd'hui, conservez-vous ce sentiment ?

Oui, même si les élans démocratiques inaugurés par ces « printemps » ont connu des reculs considérables. Au Yémen, la situation a pris la dimension d'un conflit entre communautés musulmanes. En Syrie, cela a dégénéré avec la violence du régime et la contre-violence. Mais il y a eu aussi des percées positives, comme en Tunisie. Dans tous ces pays, cet élan de 2011 reste gravé dans la mémoire des gens.

Beaucoup redoutaient que le conflit syrien ne s'exporte au Liban, mais ce ne fut pas le cas, même si le pays a été déstabilisé par des attentats...

Les Libanais ont tiré des enseignements de leur guerre civile [1975-1990] : il n'y a pas d'excitation à porter les armes. L'affrontement qui a eu lieu à Beyrouth en mai 2008 [le Hezbollah chiite avait pris le contrôle de l'ouest de la capitale, après que le gouvernement eut décidé de supprimer son réseau de télécommunications parallèle] a montré qu'il existait dans le pays un conflit sunnite-chiite larvé. Mais cette confrontation a aussi posé des limites : une guerre au Liban ne ferait que multiplier les problèmes, sans en résoudre

aucun. Ce qui m'inquiète, en revanche, ce sont de possibles nouvelles opérations de Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] contre le Hezbollah, qui pour-

raient contribuer à relancer les tensions communautaires au Liban.

Quel est l'avenir du Hezbollah dans la guerre en Syrie, où il se bat officiellement depuis 2013 aux côtés du régime ?

Le Hezbollah sait pertinemment qu'il ne peut pas ramener Bachar Al-Assad au rang de dirigeant, tel qu'il le fut avant la révolution. Il peut seulement retarder sa chute et permettre une négociation sur l'avenir de la Syrie, sans la mener. Le prix payé par la communauté chiite libanaise, avec ses morts et ses blessés en Syrie, est énorme. Elle s'est retrouvée dans une situation qu'elle n'a pas choisie.

Historiquement, l'essence du chiisme, c'est la défense des opprimés. Or, dans la guerre en Syrie, le Hezbollah s'est mis dans le camp des oppresseurs. Le régime syrien, responsable de massacres et de l'exode de millions de réfugiés, prendra fin un jour, et le parti chiite libanais se retrouvera impliqué. C'est pour cela qu'indépendamment des calculs politiques il faut pousser le Hezbollah à faire marche arrière, à revenir ici et à protéger la communauté qu'il prétend représenter. L'image du Hezbollah n'a jamais été autant liée à l'Iran. Alors qu'au Liban il soutenait une cause « libanaise », qui était la défense du pays face à Israël.

Après des années de crise institutionnelle, le Liban dispose enfin, depuis fin 2016, d'un président et d'un gouvernement.

L'élection à la présidence d'un ancien général du temps de la guerre civile, Michel Aoun, représente-t-elle un retour vers le passé ?

Cela confirme l'ampleur de la crise dans laquelle se débat le pays depuis des années, ce n'est pas un signe de santé. Cette élection marque une victoire du Hezbollah [Michel Aoun est un allié politique du Parti de Dieu depuis 2006], mais elle constitue aussi en quelque sorte des retrouvailles, parce qu'elle a été rendue possible grâce au ralliement de Saad Hariri [leader sunnite] et de Samir Geagea [leader chrétien]. Cependant, les habitudes qu'on a eues ont aussitôt ressurgi autour du partage des ministères, puis de la loi électorale.

Le problème est que notre vivre-ensemble continue de dépendre des conditions fixées, non par l'Etat, mais par une communauté : aujourd'hui par les chiites du Hezbollah et d'Amal [l'autre parti chiite, dirigé par le chef

du Parlement, Nabih Berri]. Les autres communautés sont obligées de l'accepter, mais elles attendent leur heure. Le pays ne peut pas continuer ainsi ! Les chiites sont en train de reproduire la même erreur que les chrétiens avant la guerre civile, qui avaient refusé de donner leurs droits aux musulmans. Il faut convaincre le Hezbollah de changer, sans le forcer, pour ne pas relancer le conflit à l'intérieur du pays.

Au-delà du partage du pouvoir, n'y a-t-il pas une forme d'irresponsabilité de l'élite politique ?

Notre classe politique est préoccupée par les querelles de pouvoir, autour desquelles elle mobilise ses partisans de façon communautaire. Le drame est qu'elle ne mesure pas l'ampleur des défis dans le pays et la région. Elle pourrait mettre en valeur le modèle d'un pays où chrétiens et musulmans sont partenaires dans la gestion de l'Etat – ce qui est aujourd'hui assez exceptionnel ! –, mais elle ne le fait pas. Elle pourrait influencer sur le conflit sunnite-chiite dans la région, mais elle ne le fait pas. Pourquoi le Liban ne donnerait-il pas l'exemple d'une solution ? C'est pourtant le seul pays de la région où sunnites et chiites sont partenaires dans la gestion d'un même Etat. Partout ailleurs, ils sont en guerre.

L'élection de Michel Aoun ne constitue-t-elle pas aussi une victoire de l'Iran ?

C'est une victoire du Hezbollah et donc, par la même occasion, de l'Iran. Mais le Liban était déjà quelque part dans le giron de l'Iran ; cela ne change pas beaucoup. Et cette élection pourrait bloquer un peu les Iraniens : Michel Aoun, en raison de l'appui qu'il reçoit du Hezbollah, a besoin de se démarquer en tant que chef d'Etat, pour acquérir une légitimité à l'intérieur et, surtout, à l'extérieur.

Par ricochet, le rôle de l'Arabie saoudite s'est considérablement affaibli au Liban...

Cette tendance a culminé quand les Saoudiens ont entériné le choix de Michel Aoun [comme président]. Ils luttent contre les Iraniens partout dans le monde arabe, sauf au Liban – qui, je suppose, est devenu pour eux d'un intérêt secondaire à l'heure actuelle. Puisque les Saoudiens ont accepté de cautionner Michel Aoun, n'est-il pas temps de commencer à réfléchir – et là, les Libanais ont

un rôle à jouer – sur les moyens de mettre un terme au conflit arabo-perses qui dure depuis dix siècles ? On ne peut pas continuer à être régis par les guerres du passé, ou par les rêves impériaux des uns et des autres : l'Empire de Russie, l'empire ottoman d'Erdogan, l'Empire perse, le califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi... C'est de la folie !

Que reste-t-il au Liban du « printemps de Beyrouth », dont vous avez dit qu'il fut précurseur des « printemps arabes » ?

Ce qui s'est produit en 2005 est toujours présent dans la mémoire des Libanais. Le 14 mars 2005, ce ne sont pas les partis politiques qui ont déclenché la mobilisation, mais les hommes et les femmes qui ont pris la décision de descendre dans la rue. Le tiers de la population libanaise était présent [dans des manifestations qui réclamaient le départ de l'occupant syrien]. Il demeure une nostalgie.

Le mouvement du 14-Mars, qui a incarné ce printemps, n'a pas su proposer de vision pour un autre Liban. Il aurait dû être capable de dépasser les sempiternelles divisions communautaires qui gangrènent la vie politique. Pour les militants, ce mouvement

consistait en l'émergence d'une opinion publique non partisane, mais il a rapidement été dépassé et repris en main par les partis politiques. Beaucoup se sont alors sentis lésés, voire trahis.

L'erreur de tous ceux qui, au sein du 14-Mars, n'étaient pas dans une mouvance partisane a été de ne pas réagir très vite à l'influence grandissante des partis. C'était une période difficile, celle des assassinats politiques [de personnalités antisyriennes, entre 2005 et 2007]. La cassure s'est produite après les élections de 2009. La mobilisation durant le scrutin avait été inattendue, tout comme la nette victoire du mouvement du 14-Mars. Mais, ensuite, rien n'a bougé et les gens ont perdu espoir. Pis, les Saoudiens ont tenté de négocier avec la Syrie. Ils ont demandé à Saad Hariri de se rendre à Damas. Pour les sympathisants du 14-Mars, c'était incompréhensible ! L'action saoudienne a été très négative. Elle a donné à la Syrie la possibilité de reprendre le contrôle de l'Etat libanais, avec le gouvernement formé après la chute du cabinet Hariri [en janvier 2011]. Mais ce regain d'influence syrienne a été à son tour brisé par la révolution en Syrie, en mars 2011, un soulèvement que

personne ne pouvait imaginer...

Les responsables libanais lient les blocages du pays au conflit syrien. Si cette guerre prend fin, les tensions diminueront-elles au Liban ?

Tout dépend de la manière dont va se terminer ce conflit. Une solution politique normale, c'est-à-dire sans remettre dans le jeu Bachar Al-Assad, responsable de massacres contre son peuple, aurait des conséquences très positives pour nous, car cela ramènerait le Hezbollah à des dimensions plus libanaises.

En quoi un conflit libanais desservirait le Hezbollah ?

Qu'est-ce que le Hezbollah pourrait gagner de plus ? Il exerce le contrôle sur l'Etat. Il fait ce qu'il veut. Aller plus loin serait s'exposer à une mobilisation du camp adverse. Le confessionnalisme a affaibli ce pays, c'est évident. Mais, d'une certaine façon, il l'a aussi protégé : il n'est pas possible de mener un coup d'Etat au Liban, en raison de cette diversité. L'une des communautés ne peut pas prendre le pouvoir seule, parce qu'elle se retrouverait alors forcément minoritaire face aux autres. Le Hezbollah le sait. ■

« Nostalgia for Tomorrow »

(« nostalgie pour demain », huile sur toile, 2015), de Louna Maalouf.

COURTESY OF ART ON 56TH

Louna Maalouf

Elevée à Beyrouth dans une famille d'artistes, Louna Maalouf a suivi des études aux Beaux-Arts, en sérigraphie et en photographie, avant de devenir, en 1989, professeure de peinture à l'Académie libanaise des beaux-arts (Alba). Elle a participé à de nombreuses expositions au Liban et à l'étranger.

Ses œuvres allient abstraction, figuration et présence humaine dans un environnement incertain. Elle y exprime son amour pour Beyrouth, et sa peur, qu'elle a traduite par une nostalgie non de l'hier, mais du lendemain. En peignant sa ville, l'artiste refuse de se servir de couleurs tristes évoquant la guerre.

« *La peur, on la sent, dit-elle, je n'ai pas besoin de lui donner des couleurs.* »

Car, pour Louna Maalouf, Beyrouth est un poulx qui ne peut cesser de battre : « *Mes silhouettes dans les toiles semblent d'ailleurs la tenir, la serrer dans leurs bras pour lui insuffler plus de chaleur.* »